

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 23

Hiver 2010

Université de Strasbourg : Faculté des sciences économiques et de gestion et Institut des Hautes études Européennes.

Editorial : Du panache pour l'Europe de Michel Dévoluy

De très très riches américains, tels Bill Gates, Warren Buffet et des héritiers Rockefeller, demandent à payer plus d'impôts pour soutenir l'économie des USA. Même s'ils sont fiers de leur pays, ils ne se posent pas ici, en premier lieu, comme philanthropes, mais comme des gestionnaires très avisés. Ils

Sommaire

« L'économie sociale de marché » rhénane est-elle en crise ?

Jacques Liouville

Monnaie Unique : les marchés financiers mettent les dirigeants européens au diapason

Loïc Wagner

L'aide publique au développement de l'Union européenne dans un contexte de crise

Claire Mainguy

L'emploi des femmes face à la crise

Isabelle Terraz

Quelques Réflexions sur la Réévaluation du Yuan

Meixing Dai

La gestion de la crise financière – Enjeux et perspectives

mad Ismail & Francis Kern

La dynamique du marché du travail en Pologne et en Turquie : une analyse comparative

Seyfettin Gürsel & Mustafa Ulus

La stratégie « Europe 2020 » en perspective

Michel Dévoluy

savent qu'une économie peu dynamique touche directement leurs affaires. Ils sont aussi probablement conscients qu'ils insufflent ainsi une image optimiste de la solidarité. Cet exemple d'Outre-Atlantique peut-il inspirer l'Europe ? Justement, on déplore souvent que l'Union européenne suscite peu d'enthousiasme : elle manque à la fois de considération et d'argent. Et cela ne s'arrange pas. En effet, le traitement de la crise a contribué à accentuer l'image d'une Europe lointaine, surtout défendue par une élite, peu impliquée financièrement mais, par contre, prompt à promouvoir la rigueur budgétaire et salariale. L'Europe a également révélé son impuissance financière pour soutenir l'économie avec un budget qui représente, en moyenne, seulement 2% de la totalité des dépenses obligatoires effectuées au niveau des États membres. L'Europe déçoit, l'Europe n'a pas d'argent. Certes, mais l'Europe pourrait encore étonner.

La préparation du prochain cadre financier 2014-2020 de l'Union offre ici une belle ouverture. Les 27 vont devoir décider de la structure et du montant de leur budget commun pour une période de 7

ans. Jusqu'ici, la question de l'impôt européen est restée tabou. Les États contribuent au budget de l'Union, mais nous ne payons pas directement une taxe pour l'Europe. Changer cela semble illusoire, d'abord parce que la mise en place d'une taxation européenne exige l'unanimité des États membres, ensuite car l'Européen moyen considère déjà payer trop d'impôt. Néanmoins, imaginons que les Européens les plus riches (par exemple les 5% qui ont les plus hauts revenus, ou bien ceux qui gagnent plus de 300 000 euros par an) croient en l'Europe, espace de libre entreprise, de démocratie, de solidarité et d'avenir. Imaginons, en conséquence, qu'ils souhaitent soutenir concrètement cette construction européenne en acceptant de payer, un peu, pour l'Union. Ce choix conduirait à une augmentation du budget européen et au renforcement de l'image de l'Europe. Avec un budget plus important l'Union pourrait intervenir dans des domaines jugés importants et consensuels par l'ensemble des citoyens. Ce choix exemplaire construirait une image positive et dynamique de l'Europe. Elle apparaîtrait porteuse d'espoir et de fierté. Comme aux États-Unis, les plus aisés ne seraient pas de simples philanthropes, ils profiteraient ainsi d'une société plus apaisée et d'une économie, en définitive, plus robuste. Et, au final, l'Europe serait plus forte et plus lisible.

Dans ces temps de crise économique qui frappe d'abord les plus faibles un impôt européen paraît difficile à mettre en place rapidement. Même une taxe carbone semble à beaucoup irréaliste. Soit. Alors pourquoi pas un élan de solidarité, mais aussi de rationalité, venant des plus riches, un peu comme aux États-Unis ? Un tel message d'optimisme envers l'Europe allierait panache et bon sens.

Est-il déraisonnable, par exemple, de proposer que 1% des revenus au-dessus de 300 000 euros aillent à l'Europe ? A quand le slogan « Contribuer pour l'Europe parce qu'elle le vaut bien » ?